

TIMBUKTU INSTITUTE
AFRICAN CENTER FOR PEACE STUDIES



Friedrich Naumann
STIFTUNG **FÜR DIE FREIHEIT**

FEMMES, PREVENTION ET LUTTE CONTRE
L'EXTREMISME VIOLENT AU MALI

ÉTUDE PRELIMINAIRE EN VUE D'UN PROJET DE RECHERCHE-ACTION

SOUS LA DIRECTION SCIENTIFIQUE DE DR. BAKARY SAMBE

Yague SAMB, Yousra HAMD AOUI

AVEC LE SOUTIEN DE LA FONDATION FRIEDRICH NAUMANN POUR LA LIBERTE

DAKAR, JANVIER 2017

PLAN

I: INTRODUCTION

1.1 Contexte

1.2 Justification de l'étude

1.3 Méthodologie

II: LA PERCEPTION DE LA RADICALISATION ET DE L'EXTREMISME VIOLENT CHEZ LES FEMMES AU MALI

2.1 Les questions définitionnelles de la radicalisation et de l'extrémisme violent

2.2 Les tendances de la radicalisation et de l'extrémisme violent au Mali

2.3 Facteurs de la radicalisation au Mali

Partie III: LE ROLE DES FEMMES ET DU LEADERSHIP RELIGIEUX DANS LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA RADICALISATION ET L'EXTREMISME VIOLENT

3.1 Le Haut Conseil Islamique du Mali : Quelle influence ?

3.2 La société civile féminine: une matrice faible et en lutte

3.3 Quel rôle pour l'éducation et l'Université au Mali ?

Partie IV: ANALYSE CONJONCTURELLE DE L'ENGAGEMENT DANS LA PREVENTION

Partie V: PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Acronymes

AQMI. Al-Qaeda au Maghreb Islamique

CMA : Coordination des Mouvements de l'Azawad

HCIM : Haut Conseil Islamique du Mali

MNLA : Mouvement National de Libération du Macina

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture

UNHCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

CONFENAT : Conseil Fédéral National des Adeptes de la Tariqa Tijanya

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

I: INTRODUCTION

1.1 Contexte

Aux lendemains du colloque régional qui a lieu le mois d'octobre dernier au Mali sur la radicalisation et l'extrémisme violent au Sahel, des pays comme le Mali, le Nigeria ou la Libye ont été pointés du doigt comme étant sérieusement affectés par le terrorisme au point d'être déstabilisés.

Avec un territoire très étendu mais pauvre, marqué par un fossé grandissant entre le Nord désertique (traversé par le Sahel et le Sahara) et le Sud, les groupes terroristes ne manquent hélas pas d'espace difficilement contrôlable pour s'installer confortablement dans le septentrion de ce pays. Entre crises politiques, généralement fruits de coups d'états répétitifs, un Etat qui a failli à plusieurs niveaux¹, exactions de groupes armés ou terroristes, transition de tous types de trafics, marginalisation que prétendent certaines populations et irrédentisme touarègue, le Mali souffre de nombreuses difficultés qui le rongent à l'intérieur même de son territoire.

En plus de la place non moins importante qu'occupent ces difficultés internes, viennent s'ajouter les tensions du dehors retentissant jusqu'aux portes du Mali, conjuguées aux guerres de positionnement des grandes puissances liées à la présence présumée d'importantes ressources, compromettent sa situation sécuritaire déjà inquiétante.

En effet, à la suite des « printemps arabes » ayant conduit à la chute du régime de Kadhafi, des éléments armés qui collaboraient avec ce dernier ont massivement quitté le territoire libyen. Ainsi, un nombre important d'entre eux seraient revenus en terre malienne sans que le gouvernement de l'époque ait pu procéder à leur désarmement.

Face à cette situation, la porte a été ouverte aux crises successives car des mouvements terroristes comme Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), Ansar Dine, MUJAO, et récemment le Mouvement pour la libération du Macina, en ont profité pour s'installer au

¹ Selon un rapport du Conseil de sécurité des Nations Unies ((S/2016/498), *le nombre d'agents de l'État déployés dans les régions septentrionales a diminué de 2 % (il a été ramené de 35 à 33 %). Au cours de la période considérée, le Gouverneur de Ménaka et Taoudenni a pris ses fonctions et, à la date du 20 septembre, les Gouverneurs de Gao, Ménaka, Mopti et Tombouctou exerçaient leurs fonctions dans leurs régions respectives; le Gouverneur de Taoudenni était quant à lui basé à Tombouctou, et le Gouverneur de Kidal n'a pas encore été déployé en raison de problèmes de sécurité*".

même titre que les groupes armés. Néanmoins, la crise politico-sécuritaire actuelle est née, entre autres, de la rébellion armée défiant les forces armées maliennes au Nord-Mali le 17 janvier 2012 suivie du coup d'état perpétré contre le régime d'Amadou Toumani Touré en mars de la même année.

Ces troubles récurrents ont facilité les innombrables attaques dans les régions septentrionales, plaçant, au-delà du Mali, la sous-région ouest-africaine dans un cycle de violences et d'insécurité dont elle a encore du mal à sortir.

Très souvent, l'on a surtout tendance à médiatiser la situation qui se dégrade de jour en jour dans la région du Nord. Pendant ce temps, pourtant, on note l'avancée des mouvements terroristes vers le centre du pays. De nombreuses attaques commises par le Front de Libération du Macina (FLM) qui vise une certaine tribalisation du djihadisme, notamment, dans la région de Mopti ont facilité le glissement progressif du front djihadiste vers le Sud². Cette situation plus que complexe dans le centre est souvent interprétée par les populations elles-mêmes comme le fruit de l'accumulation de frustrations de divers ordres bien au-delà des motivations d'un djihadisme qui se nourrirait de l'imaginaire religieux.

1.2 Justification de l'étude

Malgré les accords de paix signés, en plus des tentatives africaines de rétablissement de la situation, sans compter l'aide internationale qui afflue sans cesse, le Mali ne semble pas donner les prémises de sortie de crise. Les attaques successives, notamment à Gao et dans d'autres régions du pays, sont perçues, par certains observateurs, comme une volonté manifeste de négation du processus de paix et de réconciliation³.

De plus, les exactions des groupes terroristes ont des répercussions désastreuses non seulement sur l'économie nationale mais aussi sur la population notamment sur les couches les plus vulnérables dont les femmes. Ces dernières seraient même les premières victimes de l'extrémisme violent à travers les séries de viols que certaines

²

''Stabilisation du Mali et péril djihadiste : on n'a pas perdu que le Nord !'', Lettre de l'Observatoire de Timbuktu Institute du 1^{er} mars 2016

³ http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/18/nord-du-mali-des-dizaines-de-morts-dans-un-attentat-suicide-dans-un-camp-militaire-a-gao_5064705_3212.html

subissent, les enlèvements dont elles peuvent faire l'objet, les mariages forcés, mais aussi leur souffrance liée aux innombrables pertes en vies humaines.

Très souvent confinées dans le rôle passif de simples victimes, les femmes sont, pourtant, de plus en plus considérées comme porteuses d'initiatives et de solutions au phénomène préoccupant de l'extrémisme violent. Leur rôle d'avant-gardistes dans les années 1990 contre l'extrémisme religieux négateur de leurs droits les prédispose à prendre les devants dans le contexte actuel marqué par les violentes expressions du phénomène.

D'ailleurs, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a bien compris le rôle indispensable que pourraient jouer les femmes dans le processus de rétablissement de la paix dans les pays avec, dès l'année 2000, la résolution 1325 sur les femmes et les questions de paix et de sécurité. Puis, en 2015 un groupe informel d'experts chargé des mêmes questions a initié une importante réflexion dans ce sens. L'UNESCO a, de son côté, initié, entre autres, une table-ronde le 8 mars 2016 à Paris sur le rôle des femmes comme auteurs, victimes et agents du changement dans la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation. Tous ces efforts conjugués ont abouti à de nombreuses autres initiatives, notamment portées par UNWOMEN- ONUFEMMES à travers les pays du G5 Sahel dont fait partie le Mali.

C'est dans cette même perspective, en vue de lancer un vaste projet inclusif de recherche-action mettant en valeur l'action constructive des femmes, que la Fondation Friedrich Naumann pour la Liberté en partenariat avec Timbuktu Institute-African Center for Peace Studies, a lancé une étude préliminaire au Mali sur le rôle que pourraient jouer les femmes, aux profils et trajectoires divers, dans la prévention de l'extrémisme violent. Dans le cadre de cette étude préliminaire, l'immense majorité des femmes interrogées (70%), estiment que les effets de l'extrémisme violent touchent de plein fouet les femmes en tant que couche présentant des vulnérabilités particulières.

1.3 Méthodologie

Deux chercheuses de Timbuktu Institute se sont rendues à la capitale malienne de novembre à décembre 2016 pour y mener cette étude-pilote sur le rôle des femmes dans la prévention et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent.

A titre de test d'une méthodologie appelée à être améliorée lors du projet de recherche-action, un questionnaire de 30 entrées a été soumis à quatre-vingt-dix femmes afin de recueillir leur avis. Elles sont interrogées sur la manière dont elles perçoivent la crise malienne, ses origines ainsi que les solutions de sortie de crise qu'elles proposent.

La population féminine interrogée est âgée de 18 à 71 ans, toutes tranches d'âge couvertes. Cette méthodologie vise, à partir des perceptions des acteurs, à construire des hypothèses qui partent de la réalité du terrain et prenant en compte les préoccupations des concernées.

Une telle méthodologie donnant toute leur place aux perceptions se veut tout d'abord compréhensive en intégrant diverses variables au-delà des données empiriques collectées à travers le questionnaire.

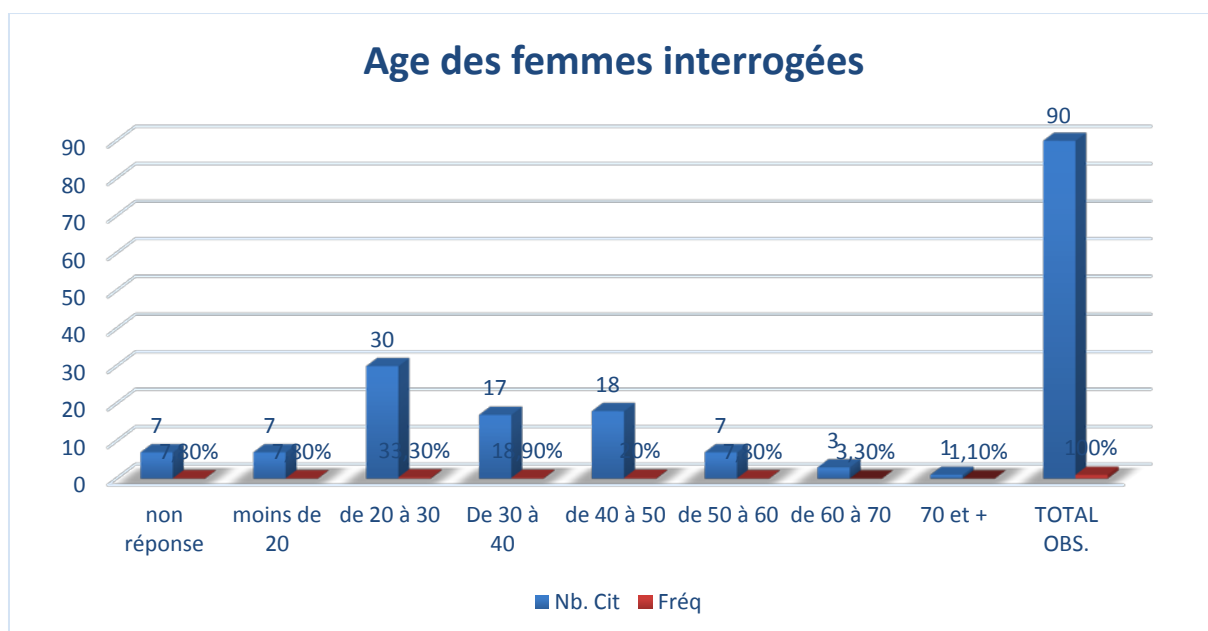
Age des femmes interrogées

Age	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	7	7,8%
Moins de 20	7	7,8%
De 20 à 30	30	33,3%
De 30 à 40	17	18,9%
De 40 à 50	18	20,0%
De 50 à 60	7	7,8%
De 60 à 70	3	3,3%
70 et plus	1	1,1%
TOTAL OBS.	90	100%

Minimum = 16, Maximum = 77

Somme = 2854

Moyenne = 34,39 Ecart-type = 13,18

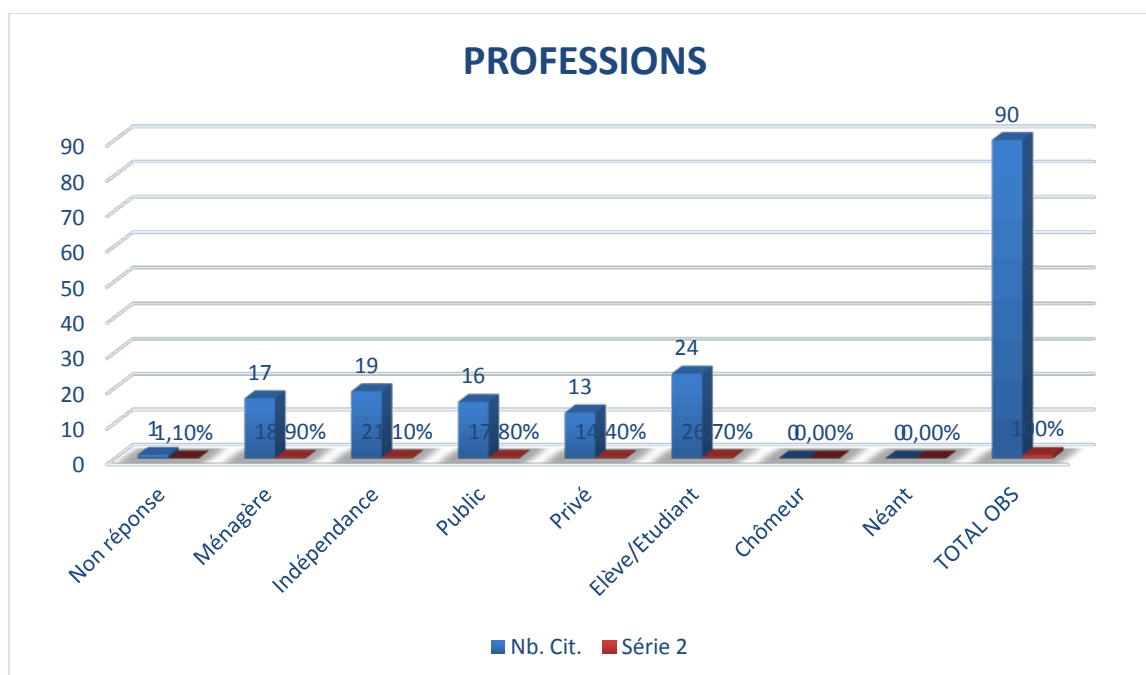


Cette population moyennement jeune, est majoritairement composée d'étudiantes (26,7%), suivies des indépendantes (21%), qui en réalité exercent des activités relevant du secteur informel. Celles qui travaillent dans le secteur public (16%) et privé (11%) ont été également saisies de la question.

Ce choix d'interroger les femmes, toutes catégories socioprofessionnelles confondues, y compris les réfugiées, a été fait dans le but de recueillir les opinions diversifiées des unes et des autres sur une même problématique afin d'obtenir une vision globale de la question malgré l'échantillon qui demande à être reprecisé lors de l'étude élargie ; celui-ci s'étant focalisé sur les femmes en milieu urbain, notamment à Bamako et ses environs.

Professions occupées par les femmes interrogées

Profession	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	1,1%
Ménagère	17	18,9%
Indépendant	19	21,1%
Public	16	17,8%
Privé	13	14,4%
Elève/Étudiant	24	26,7%
Chômeur	0	0,0%
Néant	0	0,0%
TOTAL OBS.	90	100%



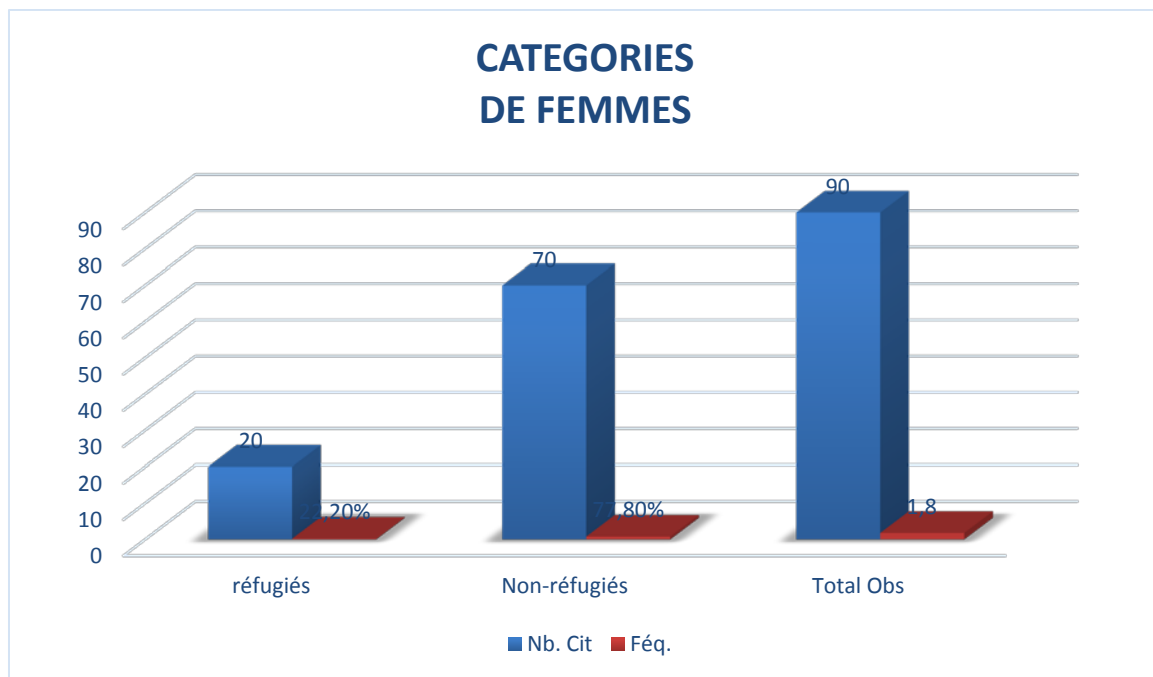
Par ailleurs, en plus des questionnaires et de la collecte de données empiriques, l'équipe s'est entretenue avec les leaders religieux maliens au sein du Haut Conseil Islamique dont l'influence grandissante serait, selon certaines femmes leaders, le signe même de l'emprise du religieux sur les structures sociales face à un désengagement progressif de l'Etat aux facteurs variés.

Destinée à guider les choix et les actions ultérieures qui se voudront les plus inclusives possibles, l'étude préliminaire a aussi été l'opportunité de recueillir l'avis d'une catégorie particulière de femmes à savoir les réfugiées ayant fui les atrocités au Nord. Ces dernières sont particulièrement touchées par les effets immédiats du terrorisme dans le sens où elles ont toutes quitté les régions du Nord pour Bamako laissant derrière elles foyers et occupations professionnelles.

Craignant les représailles de divers groupes et parfois des forces de défense et de sécurité, leur situation précaire aggravée par le souci de commencer une nouvelle vie fait qu'elles se réfugient dans des localités moins affectées. Certaines d'entre elles finissent par quitter purement et simplement le territoire national pour des pays voisins tel que cela a été relaté dans des témoignages.

Catégories de femmes

Catégories	Nb. cit.	Freq.
Réfugiées	20	22,2%
Non réfugiées	70	77,8%
Total Obs.	90	100%



II: LA PERCEPTION DE LA RADICALISATION ET DE L'EXTREMISME VIOLENT CHEZ LES FEMMES AU MALI

2.1 Les questions définitionnelles de la radicalisation et de l'extrémisme violent

A l'heure actuelle, le phénomène de la radicalisation interroge tous les analystes des nouveaux conflits du type asymétrique, rompant avec les situations précédemment connues. Il revêt un caractère transversal qui nous renvoie à la complexité de la définition de la notion. En effet, après les attaques du 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont développé des recherches sur le terrorisme et les phénomènes qui le déclenchent pour expliquer le processus de développement des groupes embrassant l'action violente⁴.

L'intérêt grandissant pour ce concept de radicalisation est indéniablement lié à des questions sécuritaires qui s'étendent à tous les pays de la région et au-delà. De ce fait, il est important qu'une définition, ne serait-ce que consensuelle, puisse être trouvée pour mieux appréhender puis endiguer le phénomène multiforme de la radicalisation.

Randy Borum (2011) définit la radicalisation comme le processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme d'action violente liée à des idéologies et croyances extrémistes.

Mais la radicalisation n'est pas exclusivement tributaire de l'approche sécuritaire. D'un point de vue sociologique, "la radicalisation pourrait être définie comme un processus de rupture sectaire avec le groupe socio-culturel originel : de la famille au territoire ou au pays, en passant par la communauté."⁵

Sur le plan politique, la radicalisation pourrait être définie comme le processus orienté vers la modification des structures sociales et les systèmes de valeurs d'une société par des actions révolutionnaires ou n'obéissant pas aux conditions d'un changement concerté ou socialement négocié.

⁴ Farhad Khosrokhavar, *Radicalisation*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2014, p.7.

⁵ Bakary Sambe, *Facteurs de Radicalisation : Perception du terrorisme chez les jeunes dans la banlieue de Dakar*, Timbuktu Institute African Center for Peace Studies, octobre 2016, P.7.

Dans tous les cas, la radicalisation est un phénomène à plusieurs visages et ne doit pas être réductible à un seul aspect. En effet, Wilner et Dubouloz (2010) la définissent comme un processus personnel dans lequel des individus adoptent des idéologies et aspirations politique, sociale et religieuse extrêmes dont la défense justifie l'usage de la violence. Le phénomène doit être ainsi décortiqué sous différents prismes.

Il est important, aujourd'hui, dans un contexte géopolitique marqué par le « désordre mondial » et l'hybridité des menaces multiformes, d'intégrer le rôle du développement technologique d'internet et des réseaux sociaux pour la compréhension globale du phénomène de la radicalisation. Ce dernier aspect le place dans le courant de la mondialisation du croire et de l'agir idéologiquement et religieusement motivé.

2.2 Les tendances de la radicalisation et de l'extrémisme violent au Mali

Le Mali comptait 17.6 millions d'habitants en 2015⁶. Les jeunes représentent 60% de la population dont 50 % sont au chômage⁷ selon les estimations du PNUD. Le pays présente d'énormes difficultés économiques, des conditions climatiques difficiles et un taux de pauvreté qui frôle les 46 % selon toujours les mêmes sources.

L'Etat malien se définit comme laïc ; ce qui signifie qu'il y a, en principe, une séparation de fait entre le pouvoir temporel et la religion. L'administration n'interfère pas dans les affaires religieuses⁸ au nom de ce même principe. Les Musulmans d'obédience sunnite et soufie représentent la majorité de la population. Environ 9% ont conservé leurs croyances animistes dont certains pratiquent un syncrétisme alors que, seulement, 1% adopte le christianisme à la fois catholique et protestant⁹.

⁶ <http://www.banquemondiale.org/fr/country/mali>

⁷ http://www.ml.undp.org/content/mali/fr/home/presscenter/articles/2016/06/28/le-pnud-et-l-usaid-appuient-la-consultation-nationale-pour-l-laboration-de-la-strat-gie-nationale-de-lutte-contre-l-extremisme-violent-et-le-terrorisme.html?cq_ck=1467290292847

⁸ Thierno Hady Oumar Thiam, Historique du Mouvement Social Islamique Malien de 1960 à 2011, Yéredon, 2013, P.47.

⁹ Le Mali, Ethnies et Religions, <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Le-Mali-ethnies-et-religions- NG - 2013-01-23-902823>, Janvier 2013.

Au cours de ces dernières décennies, le Mali a subi plusieurs mutations. Le pays fait face à une panoplie de défis dont la gouvernance, l'insécurité et la montée de l'extrémisme violent aggravant la situation.

Suite au coup d'Etat militaire du 22 mars 2012 et à la prise des régions septentrionales, le pays est entré dans une série de crises qui se sont succédées. Il y a eu ensuite des interventions militaires, d'abord sous l'égide de la France de janvier à juillet 2013, avant d'être relayée par la Mission intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). La question religieuse s'est ainsi posée avec une certaine acuité surtout après cette instabilité dans le Nord du pays et de l'occupation islamiste de cette région qui a duré quelques mois.

Au Mali, deux écoles religieuses, le soufisme et le wahhabisme, dominent le champ religieux et s'affrontent avec des idées propres à chacune. Les points de divergence entre ces deux écoles se manifestent dans des pratiques religieuses courantes telles que la célébration du Mawlid¹⁰, le Culte dédié aux saints, la position des bras pendant la prière, le maintien de la barbe et autres¹¹. De surcroît, le durcissement du discours religieux et la virulence des prêches par le camp wahhabite installent un climat délétère avec des querelles doctrinaires par sermons et mosquées interposés.

Pourtant, les prêches au Mali ont été l'objet d'une réglementation portant le nom de « *cadre d'exercice du prêche au Mali* », émise par le Haut Conseil Islamique du Mali, en janvier 2002. Cette disposition n'est tout de même pas respectée et laisse un champ religieux aux discours éclatés.

Le débat autour du code de la famille avait défrayé la chronique entre 2009 et 2010. Le projet contenait pourtant des avancées importantes et a été adopté par l'Assemblée Nationale. Toutefois, suite à l'insistance des mouvements islamiques conservateurs sous l'égide notamment de l'Imam Mahmoud Dicko, le Président Amadou Toumani Touré avait décidé de ne pas le promulguer. En effet, cet épisode illustre déjà une très nette emprise du religieux sur le politique dans le pays.

¹⁰ Fête qui commémore la naissance du prophète de l'islam.

¹¹ Thierno Hady Oumar Thiam, *Historique du Mouvement Social Islamique Malien de 1960 à 2011*, Yéredon, 2013, P. 51.

La radicalisation religieuse telle qu'elle se manifeste au Mali aujourd'hui est le fruit d'un long processus amorcé depuis les années 1970 avec le prosélytisme de certains pays pétroliers du Golfe Persique. Ces pays vont investir dans des ONG à caractère socioreligieux. Certaines ONG situées dans le quartier ACI 2000 qui a la réputation d'un "quartier chic" à Bamako illustrent cet état de fait d'une percée et d'un ancrage durable des mouvances salafistes dans le paysage religieux malien. Ces ONG œuvrent dans les domaines social et culturel mais investissent dans l'éducation et l'enseignement d'un islam rompant avec la tradition de tolérance dans le pays.

A l'issue des entretiens réalisés avec des chefs religieux lors de cette étude, la tendance globale ressort une rivalité théologico-politique entre les deux écoles religieuses (soufie et wahhabite) qui a entraîné une nette dualité du paysage religieux dans le pays. Le président du conseil Fédéral National des Adeptes de la Tariqa Tijania (CONFENAT) a souligné lors d'un entretien que cette rivalité religieuse prend de plus en plus d'ampleur avec les chiites qui commencent aussi à contrôler les prêches¹² et à s'opposer à la forte emprise wahhabite sur les instances représentatives de l'islam au Mali.

2.3 Facteurs de la radicalisation au Mali

A partir des éléments collectés, nous arrivons à distinguer deux types de facteurs liés à une forme de radicalisation qui trouve ses origines dans les bouleversements économiques lors des années de sécheresse à partir de 1973, et accentués par la politique de l'humanitaire prédateur à partir des politiques d'ajustement structurels. Ces facteurs découlant de situations diverses et en perpétuelle évolution pourraient être classifiés dans leur majorité en deux types : socio-économiques et religieux.

Les facteurs socio-économiques

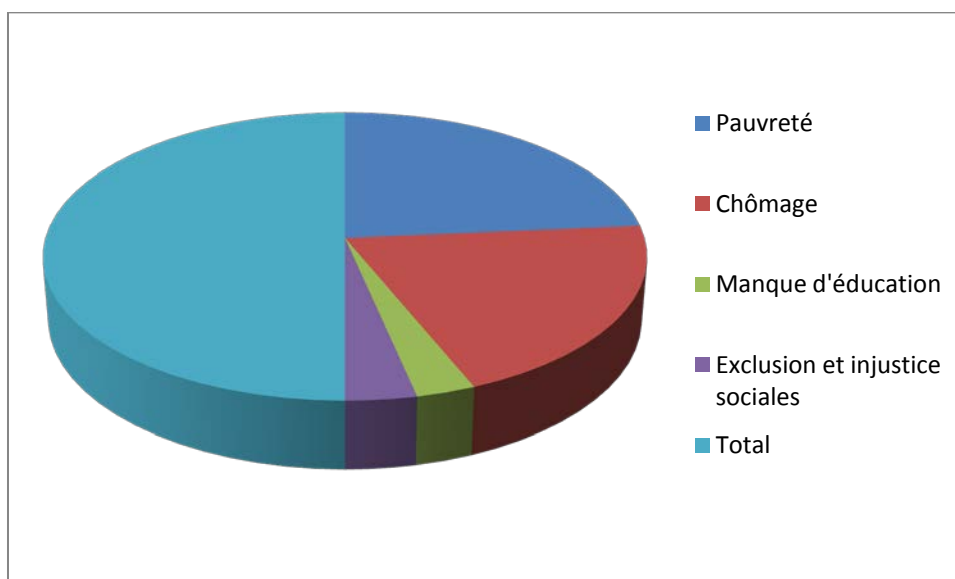
Dans le cadre de cette étude préliminaire menée principalement à Bamako, nous avons pu dégager quatre points saillants en liaison avec la radicalisation : la pauvreté, le chômage, le manque d'éducation ainsi que l'exclusion et l'injustice sociales. Il est sûr que ces variables cacheraient des réalités plus ou moins complexes qui pourraient être

¹² Entretien réalisé dans le local du CONFENAT à Bamako le 01/12/2016.

décryptées et analysées de manière plus poussée lors de la recherche-action que prépare cette étude préliminaire.

Tableau et Graphique 1 : Facteurs de radicalisation selon les femmes interrogées

Causes de la radicalisation	Nombre	Pourcentage
Pauvreté	42	47%
Chômage	36	40%
Manque d'éducation	5	6%
Exclusion et injustice sociales	6	7%
Total	89	100%



47% des femmes interrogées estiment que la pauvreté alimente la radicalisation. Un taux important quand on sait que le taux de pauvreté au Mali est de 43.6% selon le PNUD. Le chômage arrive en deuxième position. En effet, 40% des femmes pensent que les jeunes sévissent dans la radicalisation par manque d'emploi. Le manque d'éducation 6% et l'exclusion sociale 7% viennent en dernière position. Il faut rappeler que le taux

d'alphabétisation au sein de la population de 15 ans et plus est de 33% selon l'Institut de statistique de l'UNESCO (2015).

En plus des facteurs socio-économiques pointés du doigt par les acteurs cibles de la présente étude préliminaire, nous relevons également des facteurs d'ordre religieux ou interprétés comme tel par les femmes interrogées.

Les facteurs religieux

Au Mali, les deux tendances islamiques qui siègent au Haut Conseil Islamique perçoivent différemment la radicalisation. Ce fait est un indicateur intéressant à propos du caractère parfois subjectif des définitions souvent parcellaires et des analyses contradictoires du phénomène de la radicalisation.

En ce qui concerne la mouvance islamique wahhabite, la mondialisation a accentué l'évolution de la société et des différents phénomènes qui la composent. La défaillance de l'Etat ainsi que l'ingérence étrangère sont souvent des points importants ayant concouru à une montée des frustrations socioéconomiques que certains expriment par un enfermement dans le religieux pour mieux contester le système qui ne leur fait pas de place.

Du point de vue de l'islam traditionnel, la radicalisation s'est manifestée depuis que les pratiques religieuses occupent l'espace public, de même que le rôle joué par les courants dits "réformistes" dans le champ religieux malien et enfin des formes de complaisance déplorées de la part de l'Etat, occultant parfois l'influence grandissante de ce courant numériquement minoritaire mais politiquement dominant.

III : ROLE DES FEMMES ET DU LEADERSHIP RELIGIEUX DANS LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA RADICALISATION ET L'EXTREMISME VIOLENT

3.1 Le Haut Conseil Islamique du Mali : Quelle influence ?

Le Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM) a été créé en janvier 2002 afin de servir d'interlocuteur censé assurer l'interface entre l'Etat et la population musulmane malienne. Cette instance est présidée par l'Imam Mahmoud Dicko depuis 2008. Il est originaire de la région de Tombouctou et se réclame du courant dit « sunnite » comme s'auto-désignent en général les tenants de la mouvance wahhabite. Il y a, en fait, un flou conceptuel délibérément entretenu dans cette appellation (sunnite) car la plupart des acteurs islamiques au Mali s'identifient au sunnisme sauf les partisans de Choula Haidara appartenant au chiisme très minoritaire dans le pays. Mais cela relève d'une stratégie de mainmise et de monopole de ce que serait l'islam « orthodoxe » considérant les autres courants de l'islam comme relevant d'innovations (bid'a) et pratiquant la religion avec des « impuretés » que la mouvance wahhabite se devrait d'assainir.

Le premier vice-président ; Chérif Ousmane Madani Haidara, guide spirituel de l'association Ançar Dine, se réclame de l'islam malékite, l'école théologico-juridique de l'écrasante majorité des maliens malgré l'emprise des salafistes wahhabites sur le Haut Conseil Islamique.

Mahmoud Dicko engage le HCIM dans le débat politique dès 2009 en parvenant à bloquer la promulgation de la loi sur le code de la famille auquel il impose 49 modifications qui seraient adoptées en 2011¹³. Cette immixtion dans les affaires politiques prend alors effet dans la crise malienne de 2012 où il aurait joué le rôle de médiateur entre l'Etat et des mouvements islamistes comme Ançar Dine d'Iyad Ag Ghali. De telles interférences font partie des contradictions notées dans les rapports entre politique et religion au Mali malgré la laïcité proclamée de l'institution étatique.

¹³ Hubert Ledoux, « Que se passe t-il au conseil islamique ? », <https://revuedepressecorrens.wordpress.com/2012/10/29/que-ce-passe-t-il-au-haut-conseil-islamique-du-mali/>, octobre 2012.

Au sein de cette sphère religieuse hétérogène, on comptait déjà en 2012 plus de 146 associations et organisations islamiques au Mali¹⁴. Cette multiplicité des mouvances religieuses est diversement appréciée selon les acteurs. Elle est perçue comme une richesse par les uns qui y voient les signes d'un champ islamique dynamique tandis que d'autres l'appréhendent comme un danger notamment en ce qui est du regain de rivalités et de conflits qui opposent les différents courants.

3.2 La société civile féminine : une matrice faible et en lutte

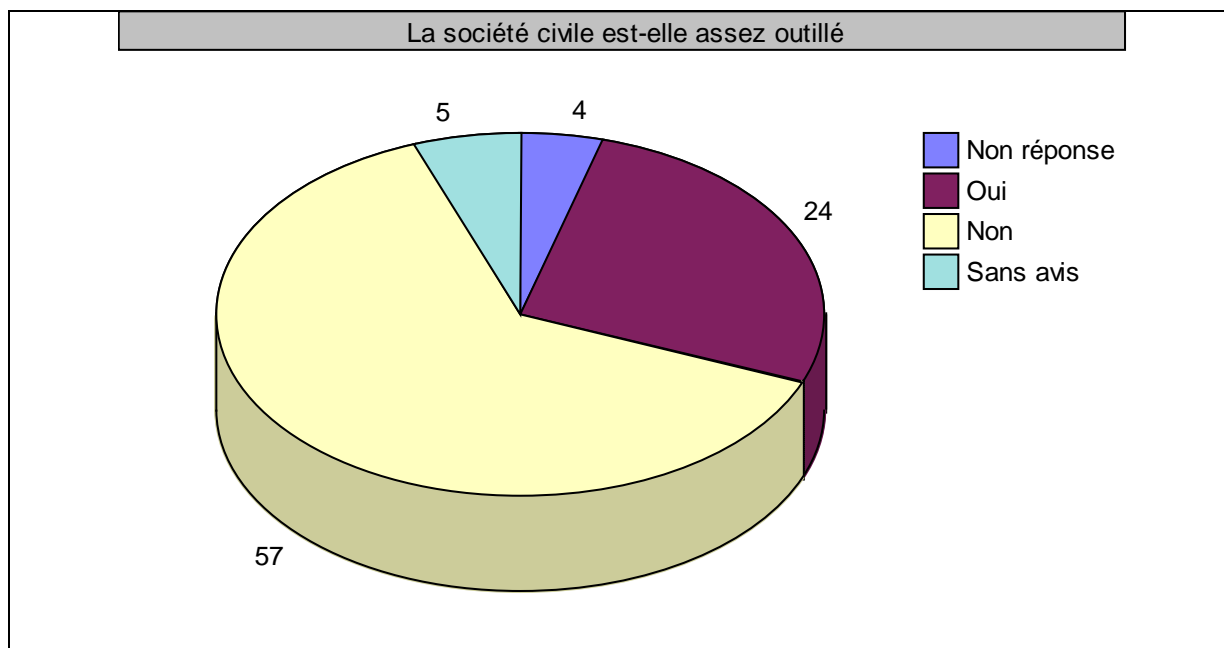
Les femmes demeurent une couche certes vulnérable, mais dont le statut de stabilisateur en matière de médiation et de résolution des conflits est communément reconnu. Les études menées en matière d'impacts sociaux des conflits en Afrique ont pu démontrer que la dimension genre est rarement prise en compte dans les processus de résolution des conflits. D'où la nécessité de les y inclure pleinement. D'ailleurs, 63.3 % des femmes interrogées estiment que la société civile féminine n'est pas assez outillée pour lutter efficacement contre l'extrémisme violent.

Pourtant les organisations maliennes comme la CAFOD s'étaient déjà illustrées dès les années 1990 et en plein cœur de la crise politique autour du code de la famille dans la défense des droits des femmes.

Les différents entretiens font ressortir une majorité des avis soutenant que la société civile féminine était peu outillée pour faire face au phénomène de l'extrémisme violent notamment en termes de prévention.

La société civile est-elle assez outillée	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	4	4,4%
Oui	24	26,7%
Non	57	63,3%
Sans avis	5	5,6%
TOTAL OBS.	90	100%

¹⁴ Gilles Holder, Chérif Ousmane Madani Haidara et l'association islamique Ançar Dine, Éditions de l'EHESS « Cahiers d'études africaines », N 206-207, 2012.



Pourtant, leurs effectifs dans les rangs des mouvements terroristes restent relativement faibles comparés à ceux des hommes. Cette situation devrait être exploitée et mobilisée au bénéfice des opérations de maintien et de rétablissement de la paix. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a très tôt pris en compte cette dimension du rôle féminin en adoptant dès le 31 octobre 2000 la résolution 1325 imposant aux Etats membres de l'ONU une participation paritaire féminine dans les initiatives de maintien de la paix.

Malgré tout, le Mali demeure un Etat où les initiatives allant dans le sens d'un renforcement des droits des femmes peinent souvent à émerger. La pression des associations islamistes en 2009 sur le gouvernement malien contre l'adoption d'un code de la famille censé conférer plus de droits et de libertés à la femme n'est que la preuve d'une institution publique souffrant d'un déficit d'autorité lorsqu'il s'agit, en face des militants islamiques, d'asseoir sa légitimité sur des questions aussi importantes.

Dans un tel environnement, le rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits reste « rarement visible » quoique reconnu¹⁵. En effet, 52.2% d'entre elles défendent avec fermeté qu'elles n'ont pas été assez impliquées dans la prévention des conflits.

¹⁵ Mme Phumzile Mlambo- Ngcuka, Directrice exécutive de l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)

Paradoxalement, elles ont été à plus de 28% à considérer l'Etat malien comme étant le premier acteur en mesure de résoudre le conflit qui perdure dans ce pays. Viennent ensuite les Nations Unies (13%), puis la CEDEAO (12,5 %), la MINUSMA (11,5%) ou encore la France (8,5%). Cette percée de l'Etat dans un contexte où l'on assiste à un recul notoire des droits des femmes est surprenante d'autant plus que les autorités politiques n'ont jamais su tenir leurs positions face aux pressantes manifestations des associations religieuses contre la promulgation du fameux code de la famille et de la personne. La situation semble perdurer aujourd'hui, suite au soutien décisif des associations islamiques à l'arrivée au pouvoir des nouvelles autorités issues des élections de 2012.

Au même moment, les institutions internationales sont en train de damer le pion aux organisations régionales comme la CEDEAO qui ne viennent, dans le classement des acteurs pressentis pour le règlement de la crise, qu'après le Mali et les Etats Unis, et tout juste avant la MINUSMA et la France.

Des initiatives à dominante sécuritaire telles que l'opération française Serval ou les interventions de la MINUSMA ont permis de réduire les tensions mais elles n'ont pas été en mesure de résoudre la crise et le conflit sur le long terme. Pour nombre d'observatrices de la situation politique malienne, l'heure est venue pour l'Etat malien de se « ressaisir » afin de mieux assurer ses fonctions régaliennes. Les différentes initiatives comme le récent lancement du plan d'action national 2015-2017 au Mali pour la mise en œuvre de la résolution 1325 pourrait contribuer à répondre favorablement aux revendications des femmes pour une meilleure implication dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent.

3.3 Quel rôle pour l'éducation et l'Université au Mali ?

Il est souvent mis en avant l'idée selon laquelle l'éducation joue un rôle central dans la lutte contre toutes sortes d'extrémisme. Nous l'avons encore une fois constaté lors des entretiens avec les différentes catégories socioprofessionnelles féminines.

Le pourcentage le plus important de la population interrogée revient aux étudiantes (26.7%). Au Mali, le taux d'alphabétisation au sein de la population féminine âgée de 15

ans et plus est de 22.2% et de 45% chez la population masculine selon l'Institut de statistique de l'UNESCO (2015).

Durant cette étude, nous avons pu nous rendre à une université islamique de Bamako où une partie des entretiens semi-directifs a été réalisée. Elle a été créée en 2012 dans le but de former des lauréats avec des qualifications et des compétences qui s'adaptent à l'évolution technologique malgré son orientation profondément religieuse et son inscription dans la doctrine salafiste de l'islam. Cette université relève d'une ONG dont les financements parviennent principalement des pays du Golfe persique. L'université du Sahel compte en son sein 529 étudiantes et étudiants¹⁶. En 2014, le nombre d'étudiantes était de 34 selon le site web *abamako*, à défaut d'autres sources sur le fonctionnement de cette institution au centre de la stratégie dite de « réislamisation » de la société malienne.

Lors de la cérémonie de sortie de la 3^{ème} promotion de cette université à laquelle nous avons pu assister, nous avons eu l'occasion de feuilleter les mémoires de fin d'études (en arabe) de certains lauréats. Deux d'entre eux ont particulièrement attiré notre attention : « *l'application de la sharia : entre ignorance et négligence* » et « *une étude appliquée sur le rôle de la musique comme facteur de délinquance des jeunes dans les clubs de jeunesse à Bamako* ». Les idées défendues par de telles thèses sont bien proches des idées du courant dit "réformiste", autre appellation euphémique du salafisme wahhabite dans la plupart des pays du Sahel.

Dans le centre de recherches et d'études africaines (MABDAA¹⁷, *Markaz al-Buhûth wa al-drâsâât al-ifrîqiyya*) dont le siège se situe aussi à l'ONG al Farouk, et qui a été créé en 2013, nous nous sommes entretenus avec un haut responsable du centre. Celui-ci nous a expliqué qu'il cible les élites arabophones et francophones afin qu'elles viennent fréquemment assister à leurs conférences. Il a également salué le leadership du président du HCIM et pense qu'il est « un acteur principal dans cette visibilité de la religion dans l'espace public ».

Des données importantes, révélées par l'étude préliminaire, sont aussi à considérer afin de mieux saisir les principales contradictions qui traversent une société malienne en

¹⁶ Le nombre des étudiants figure sur le texte du discours prononcé par le recteur de l'université lors de la cérémonie de sortie de la 3^{ème} promotion le 26 novembre 2016.

¹⁷ - Mabdaa, signifie aussi « principe » en arabe littéral/

proie à la crise politico-sécuritaire et qui s'interroge sur l'avenir même des institutions. Ainsi, 84% de la population interrogée pensent que le système laïc doit être conservé au Mali contre 12% qui estiment qu'il est très possible d'appliquer la sharia dans le pays. Ces différentes opinions traduisent bien la volonté populaire d'une séparation entre les deux sphères politique et religieuse. Mais une telle volonté n'a pu bénéficier d'un engagement politique pour une évolution positive de la situation.

Combinées à d'autres éléments relevant de la complexité des rapports entre religion et politique dans ce pays, ces données pourront aider à mieux saisir l'enjeu de l'implication des femmes en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

IV. ANALYSE CONJONCTURELLE DE L'ENGAGEMENT DANS LA PREVENTION

La spécificité du conflit malien résiderait selon certaines perceptions entre autres dans les rivalités ethnico-régionales de longue date qui minent le pays ainsi que la crise identitaire qui s'en est suivie donnant l'impression d'un territoire à deux nations. Or, les conflits présentant de telles spécificités trouvent difficilement des solutions à court ou moyen terme.

Cette crise fait planer des inquiétudes sur l'avenir du tissu social. Ainsi, elle a entraîné le déplacement de nombreuses familles soit dans l'intérieur du pays, soit vers d'autres pays étrangers. Les terres d'accueil de ces réfugiés mobilisent, pour l'essentiel, d'importants fonds pour leur venir en aide.

Rien que dans la capitale malienne, le nombre de réfugiés ayant été chassés du Nord par les mouvements terroristes ou les groupes armés reste relativement élevé, ce qui ne fait qu'aggraver la densité en termes de population de la partie Sud. Selon une estimation de l'UNHCR de 2014, 143 500 personnes auraient même trouvé refuge dans les pays voisins comme le Burkina Faso, le Sénégal ou encore la Côte d'Ivoire.

Pendant ce temps, la crise sécuritaire s'aggravant crée également du chômage endémique dans le sens où de nombreux individus sont tentés de migrer vers les pays voisins sans aucune garantie d'y trouver des opportunités d'activités génératrices de revenus.

Même les investissements étrangers sont très probablement susceptibles d'être bloqués en période de crise ; ce qui se fait rudement ressentir sur le plan socio-économique. Nombreux sont les financements imposant comme condition d'éligibilité des entreprises locales, la stabilité à laquelle le Mali ne répond plus forcément¹⁸.

Enfin, le risque de réactions protectionnistes en termes de surveillance des frontières et de restriction de la mobilité de la part des pays de la sous-région comme le Burkina Faso ou le Sénégal ne peut être exclu. Malgré le partage de l'espace de libre circulation qu'est la CEDEAO, la situation malienne hante le sommeil de tous ses voisins. D'où la constatation dans ces pays, surtout au Sénégal, de mobilisations de la société civile,

¹⁸ In <http://french.peopledaily.com.cn>; « Crise malienne : quel impact pour les pays d'Afrique de L'Ouest »

parfois soutenue par des organisations non gouvernementales pour une meilleure culture de la paix et du vivre ensemble. Le souvenir est encore pesant des attaques terroristes qui ont touché la Côte d'Ivoire à partir des frontières maliennes et qui ont aussi ensanglanté très récemment le Burkina Faso, voisin du Mali.

V. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Le Mali fait partie de la catégorie des pays du Sahel ayant déjà été frappés par le phénomène de l'extrémisme violent. Mais il est jusqu'ici difficile d'isoler la thématique « radicalisation » au milieu de tous les autres problèmes notamment la focalisation sur la question du Nord. Il y a sans doute une conscience de la nécessité de coupler les approches globales et régionales semblant faire l'objet d'un relatif consensus (propagation du phénomène djihadiste au Nord comme au Centre).

Bien que les différentes étapes du processus de stabilisation semblent bien connues et partagées entre les principaux acteurs (cessez-le-feu, réconciliation politique, réforme de la gouvernance et des services publics, développement, etc.), il y demeure une certaine hybridité des problèmes : la radicalisation est très souvent traitée comme étant connexe à la question de la réconciliation ou en objet secondaire.

Cependant, il ne manque pas d'initiatives citoyennes : dialogue entre acteurs religieux et populations, avec implication des premiers dans le cadre des efforts de réconciliation. De telles initiatives sont fortement appuyées par l'Etat et les partenaires internationaux avec une forte implication des organisations religieuses HCI, AMUPI, etc. Toujours est-il que l'épineux problème du Nord fait parfois négliger certains foyers de radicalisation notamment dans le centre et certaines poches au sud du pays.

Cette étude a permis de mettre en relief la dimension genre rarement prise en compte jusqu'ici dans les études qui s'intéressent à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Les entités des Nations Unies comme ONU-FEMMES viennent récemment de lancer des initiatives dans ce sens avec de toutes premières études.

Au regard des facteurs énumérés et des constats à partir des données empiriques collectées lors de cette étude préliminaire, on peut percevoir que la crise malienne revêt un caractère multidimensionnel qu'il convient d'atténuer par des mesures multidimensionnelles à la hauteur.

Aujourd'hui, il est acquis que les solutions militaires n'ont jamais permis d'enrayer les germes des conflits quelles qu'en soient les origines. Fort de ce constat, pour mettre un terme à une crise qui perdure et mieux ancrer la culture de la paix dans l'esprit des

futures générations, une implication des femmes, actrices principales de l'éducation surtout au niveau des foyers, s'impose : plus de 65% supposent qu'elles ne se sentiraient pas menacées dans le cadre d'une implication dans la lutte contre cette cause commune.

En effet, elles semblent mieux placées à constater le changement de comportement des jeunes sur le chemin de la radicalisation. 55,6% d'entre elles confessent avoir déjà vu des cas de jeunes radicalisés dans leurs quartiers (25,6%) ou dans leur entourage immédiat (16,7%).

En même temps, il faut reconnaître que la pauvreté structurelle constitue encore une équation insoluble pour un pays comme le Mali. Cependant, sa résolution ne serait-ce que partielle serait bénéfique, d'autant plus que la majorité de l'échantillon représentatif la pointe du doigt comme étant la cause principale de la radicalisation.

L'Etat malien doit donc prendre les mesures adéquates à cet effet au risque d'assister à un désastre qu'il peinerait à maîtriser.

Malgré les innombrables attaques dont le pays est victime et les défaillances sur plusieurs plans, l'Etat demeure, selon la perception des femmes interrogées, l'acteur le mieux indiqué pouvant résoudre le conflit (28%), loin devant les Nations-Unies (13%), la CEDEAO (12%) ou encore la France (8%).

Toutefois un contrôle plus strict du discours religieux s'impose au regard des conflits et des rivalités productrices de tensions bien que certains considèrent des obédiences radicales religieuses comme « une richesse de l'islam ». L'un des problèmes institutionnels du Mali est que les religieux semblent dans certains cas disposer de plus de légitimité auprès de la population que « l'Etat lui-même qui ne cesse de céder aux pressions des islamistes », comme le rappelle cette femme-leader réclamant plus de fermeté de la part de l'Etat face aux discours de « haine » ou dirigés contre les droits des femmes.

Par ailleurs, la difficulté de la CEDEAO à s'investir pleinement dans la résolution de la crise malienne dès le départ serait une énigme diplomatique que cette instance n'a su résoudre¹⁹. Mais les Nations unies, malgré certaines critiques et des relents de

¹⁹ Dr. Bakary Sambe, *Crise malienne : origines, développements et répercussions dans la sous-région*, *International reports, Konrad Adenauer*, Décembre 2012

populisme sont considérées, après l'Etat malien, comme le partenaire international majeur en mesure de résoudre la crise. Seulement, la présence de la MINUSMA divise la population. Si 42% la perçoivent comme « une très bonne chose », 44% soutiennent qu'elle est « une donnée à changer ».

Reste à approfondir une réflexion sur le nouveau phénomène des femmes complices des activistes des mouvements terroristes, lequel intéresserait l'Etat malien, les organisations régionales et même celles au niveau international. Ce fait, comme tant d'autres rencontrés lors de cette étude préliminaire, montre à juste titre le rapport entre les femmes et le phénomène de l'extrémisme violent.

Il mérite une étude plus approfondie notamment pour ce qui est des facteurs de basculement vers l'extrémisme violent et pour analyser la manière dont le genre pourrait être déterminant ou pas dans une perspective croisant les approches avec des modèles analytiques appropriés.

En tout état de cause, cette étude préliminaire a permis de mettre la lumière le caractère transversal du phénomène de la radicalisation. Il est important de prendre en compte les facteurs identifiés de la radicalisation et de faire participer tous les acteurs de la société dans ce processus de prévention et de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent.

Au regard des différents constats et remarques issus de la présente étude, afin de trouver des solutions durables au phénomène de la radicalisation, il convient de recommander :

A la Fondation Friedrich Naumann pour la Liberté de :

- Mener une recherche-action élargie aux autres régions du Mali sur le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent afin d'élargir le champ d'analyse et de porter des actions pertinentes et inclusives dans ce domaine ;
- Renforcer les capacités des acteurs étatiques et de la société civile pour l'amélioration des cadres juridiques relatifs à la lutte contre la radicalisation dans le pays, notamment ceux favorisant les droits des femmes et leur implication dans les actions de prévention ;

- Renforcer la société civile par des moyens de sensibilisation et de formation sur les enjeux de l'extrémisme violent et les stratégies de prévention et de lutte contre ce phénomène multiforme et évolutif ;
- Initier les femmes au Mali au "self-empowerment" à travers la création de petites entreprises pour atténuer les vulnérabilités de cette couche souffrant de discriminations diverses ;
- Impliquer les chefs religieux dans le cadre de la promotion de la paix sociale et les former aux stratégies de production de contre-discours à la radicalisation et à l'extrémisme violent ainsi qu'aux outils modernes de communication ;
- Promouvoir et encourager la recherche scientifique sur le phénomène de la radicalisation et de l'extrémisme violent en élargissant la perspective à la dimension genre tout en soutenant une meilleure implication des femmes dans les actions de prévention ;
- Mener des actions de plaidoyer et de sensibilisation auprès des autorités pour une meilleure valorisation du rôle des femmes dans la résolution des conflits et la promotion des droits humains.